

LE VOTE DU BUDGET EST ENCORE RETARDÉ À L'AGEUM

(L.F.) — Le budget de l'AGEUM n'a pas encore été voté. En effet, après de longues discussions pour savoir s'il serait voté à huis-clos et s'il serait voté globalement d'abord ou item par item on a décidé à l'unanimité d'en remettre l'étude à une réunion subséquente qui ne porterait que sur ce sujet et qui aura lieu lundi le 13 février.

Auparavant, l'Exécutif, par la voix du vice-président à l'administration, Michel Charbonneau avait demandé le huis-clos sur tout le débat du budget. Il prétextait qu'il valait mieux alors qu'on se préparait à emprunter et à faire toutes sortes de négociations, ne pas dévoiler publiquement la situation financière de l'AGEUM, non pas disait-il parce qu'elle est mauvaise, mais parce qu'il valait mieux ne pas dévoiler entièrement son jeu.

Cette proposition fut vivement critiquée par Pannacio (philosophie), Marceau (Polytechnique), Desrosiers (Lettres) et Dumais (Sciences Sociales). Ces derniers avançaient qu'une telle mesure n'est absolument pas démocratique, que ceux qui paient les cotisations ont le droit de savoir comment on les emploie et qu'aucun organisme démocratique n'adoptait son budget à huis-clos. En fin de compte on se mit d'accord, à la suggestion du président d'assemblée M. Michael McAndrew pour décréter que pour être adoptée, une telle motion devait obtenir les deux tiers des voix. La proposition fut ensuite rejetée de justesse par 17 pour, 10 contre et 2 abstentions. L'exécutif et les représentants de Droit, Sciences, HEC et la plupart des délégués de Poy ont voté en faveur du huis clos.

Les médecins résidents
Plus tôt dans la soirée, Edouard Cloutier avait présenté au Conseil, le Docteur Michel Brazeau, vice-président du syndicat des médecins résidents qui nous expliqua les problèmes que rencontrent les médecins qui font actuellement une ou deux journées d'étude par semaine afin d'obtenir de meilleurs salaires. Ensuite, M. Cloutier

a proposé au conseil d'adopter une résolution prévoyant l'envoi d'un télégramme aux ministres de la Santé et du Travail pour appuyer les "grévistes" dont certains sont membres de l'AGEUM. Léopold Leclerc (Sciences) a alors déclaré que selon lui le salaire proposé par le gouvernement était suffisant. Les délégués des HEC ont abondé à peu près dans le même sens prétextant qu'ils ne pouvaient voter à tort et à travers des appuis aux grèves sans avoir les faits précis en main". On leur a alors fait remarquer qu'ils n'avaient qu'à lire les journaux. Richard Desrosiers (Lettres) a aussi émis des réserves et s'est abstenu de voter mais pour d'autres raisons: selon lui il s'agissait d'un syndicat de boutique qui refusait de s'affilier à une centrale syndicale comprenant déjà des ouvriers. Enfin, plusieurs ont mentionné le fait que plus tard ces médecins gagneraient très cher et exploiteraient les autres etc., etc...

Cette proposition fut quand même adoptée à une forte majorité après que les présidents de Droit et de Poly de même que le président de l'AGEUM eurent déclaré que de toute façon, ils sont exploités et ont droit à un salaire raisonnable et que ce n'est pas en les faisant crever de faim qu'on leur donnera une conscience sociale. On a aussi voté l'organisation d'un débat-midi sur le sujet. Seuls les délégués de Lettres ont voté contre cette proposition prétextant qu'on avait pas accordé les mêmes possibilités aux autres grévistes, particulièrement aux professeurs.

Deux nouveaux vice-présidents
Une proposition de la Faculté de philosophie visant

à créer deux nouvelles vice-présidences a aussi été adoptée en première lecture. Le projet Pannaccio a pour objet de créer le poste de vice-président à l'éducation et de diviser la vice-

Par contre, on a appris de M. Bélisle, organisateur du congrès, qu'il aurait lieu du 22 au 24 février et qu'une campagne intensive de publicité serait mise en oeuvre dès cette semaine.



Photo: Serge Proulx

LEOPOLD LECLERC

"\$3900. par année, c'est pas mal..."

présidence aux affaires internes en deux parties: une vice-présidence aux questions d'intérieur et une vice-présidence aux services.

La création d'un poste de vice-président à l'éducation avait été proposée plus tôt cette année par le directeur du Comité d'Education, Pierre Roy. On considère que l'importance des questions d'éducation (il ne s'agit pas d'éducation syndicale) pour un syndicat étudiant vaut bien la création d'une telle vice-présidence. Par contre la création du poste de v.-p. aux services vise à dégager le v.-p. aux affaires internes des questions fort importantes d'animation syndicale et de contacts avec les unités de base.

Et André Bélisle a confirmé que le Café-Campus ouvrira ses portes demain (mercredi le 8) et que l'ouverture officielle aura lieu plus tard.

Enfin, lors de la période de questions du début de la réunion, André Bélisle s'en est pris au Q.L. affirmant que l'article sur le mauvais état des finances de l'Association (ou nous citions... l'exécutif) avait nui à l'obtention d'un prêt pour le Café-Campus. M. Bélisle s'est ensuite repris pour dire que l'article n'avait pas nui mais qu'il pourrait nuire et qu'en tous cas, un syndicat financier avait peur de prêter à l'AGEUM de crainte que le Q.L. les critique s'ils prêtent à 12 ou 15%...

ENFIN! SERVICE RÉGULIER À LA CAFÉTÉRIA

(L.G.) — Tous les services de cafétéria reprendront leurs activités incessamment (si ce n'est déjà chose faite depuis lundi). Il y a de ça quelques jours le comité conjoint central acceptait en bloc les propositions du Comité ad hoc sur les services alimentaires. Cependant il fallait leur permettre de l'étudier plus à fond, surtout pour ce qui était des prix des mets à la carte. Quelques jours plus tard il y avait enfin entente avec le Comité conjoint, central la cafétéria allait reprendre son activité normale.

Mais avant de pouvoir donner l'ordre tant attendu, il fallait que les Gouverneurs puissent se prononcer sur les accords qui

avaient eu lieu. Ce fut chose faite le soir même.

La cafétéria et la cantine rouvriront et serviront des repas le matin, le midi et soir. Cependant on ne pourra pas manger "chez Valère" entre huit heures et onze heures. Par contre les résidences auront enfin un service complet de machines distributrices (soupes, café, sandwiches, etc...)

Des repas seront aussi servis le samedi et le dimanche, par contre, il n'y aura pas de souper les dimanches soir.

Ne serez vous pas heureux de pouvoir manger autre chose que des "hot-dogs" au quatrième étage et de pouvoir choisir votre menu au cinquième?

Marche sur Québec après le congrès

(L.F.) — Les étudiants de la province marcheront sur Québec après le congrès de l'UGEQ. C'est ce qui a été décidé mardi soir dernier lors de la dernière réunion du Comcor de l'UGEQ. Cette décision faisait suite à une décision prise par le Conseil d'administration de l'AGEUM quelques minutes plus tôt.

L'exécutif de l'AGEUM proposait d'abord que la marche ait lieu le 7 février ce à quoi tous, même l'Exécutif, ne tenaient pas beaucoup. On considérait que ça ne laissait pas assez de

temps pour mettre sur pied une bonne organisation car il faudrait organiser en même temps le congrès de l'AGEUM. Tous s'entendaient donc pour que la manifestation ait lieu après le congrès de l'UGEQ.

Mais Louis Marceau (Poly) demandait qu'on reporte le congrès de l'AGEUM après la marche afin que tous puissent se donner à son organisation. Cette suggestion fut toutefois facilement battue. Richard Desrosiers (Lettres) qui avait appuyé Marceau demanda alors que la décision de

"marcher" sur Québec soit prise seulement lors du congrès de l'UGEQ et que la marche ait lieu à ce moment. Cette proposition fut aussi rejetée. On tomba d'accord enfin sur la proposition de Mario Dumais (Sciences Sociales) qui demandait que la manifestation ait lieu après le congrès de l'UGEQ et après consultation des étudiants. Entre temps des pétitions circuleront sur le Campus ayant pour but d'appuyer la politique d'accessibilité générale à l'éducation de l'UGEQ.

LE CAFÉ-CAMPUS OUVRE DEMAIN

Le Café-Campus, c'est une longue histoire. Il y a 8 ans on en parlait déjà. On désirait, à l'époque, ouvrir une Boîte à Chansons à l'intention des étudiants, dans l'esprit du Café-Campus d'aujourd'hui. Il y a 5 ans, on présente un mémoire sur l'opportunité d'un Centre Culturel Universitaire qui devait connaître une suite dans le projet, trois ans plus tard, de lancer une Boîte à Chansons Café-Terrasse.

Aujourd'hui Café-Campus prend forme et en un lieu qui vous rappellera des

souvenirs récents dont beaucoup connaissent maintenant les pénibles conséquences. On se souvient de cette salle si dépouillée et si parfaitement ventilée qui nous servit, au cours du boycottage de la Cafétéria, de refuge gastronomique. A compter du 10 février, nous pourrons la retrouver plus présentable, équipée de la façon la plus moderne, prête à recevoir d'éminents invités: les Cyniques.

Café-Campus n'est pas une petite affaire. C'est une entreprise qui coûte cher: très exactement cette

année \$80,000 dont environ \$30,000 seront pris à même les profits des machines distributrices et les 50,000 autres sous forme de prêts bancaires ou autres. Mais reste à les trouver... tout comme l'administration et le personnel de cuisine. L'AGEUM est cependant très confiante, malgré l'ouverture prochaine de l'établissement.

Café-Campus servira à de multiples usages. Il sera tout à la fois restaurant, boîte à chansons, discothèque, jazzthèque, salle de théâtre, salle de réception... Il sera ouvert tous les jours

de 8.00 heures a.m. à minuit et pourra tout au long de la journée servir des repas aux prix "commerciallement les plus bas". Les mercredi, jeudi, vendredi, samedi et dimanche auront lieu les spectacles de tous genres tandis que les lundis et mardis, il y aura détente.

Tout ça, c'est Café-Campus en vrac, c'est ce qui nous attend bientôt, c'est ce qui nous est promis à partir du 10 février. A dans trois jours donc, les Affreux, avec les Cyniques.

Gilles DESCHAMPS

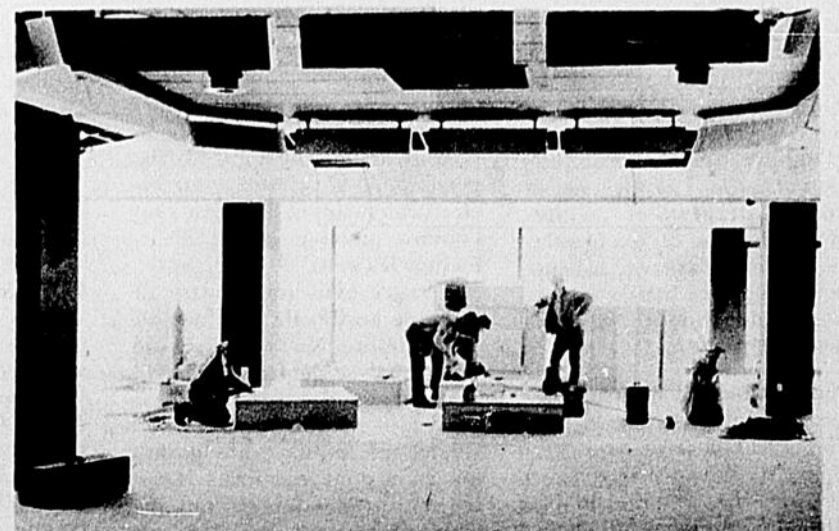


Photo: Maurice Dubreuil

LES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT VONT BON TRAIN...

LE DROIT À LA SANTÉ ET À LA JUSTICE

Lors de la dernière réunion du Conseil d'administration certains délégués se sont montrés réticents à appuyer les médecins résidents dans leurs revendications auprès des hôpitaux. En plus de leur attitude très peu syndicale (on les accuse de former un syndicat de boutique et de refuser de s'affilier à une centrale syndicale avec des ouvriers) on leur reproche de s'opposer à un plan valable d'assurance-santé et on dit que, bien qu'ils se plaignent d'être aujourd'hui exploités, on peut être certains qu'ils seront plus tard des exploités. Ces raisons nous paraissent futiles alors qu'il s'agit de les appuyer dans une situation bien précise. Mais nous retiendrons les deux dernières qui nous permettent d'aborder un problème très sérieux.

C'est un fait, la presque totalité des jeunes médecins d'aujourd'hui seront plus tard des exploités. Et ceci est vrai pour une grande partie des diplômés de l'Université. C'est le système qui le veut et l'Université sert le système. Des avocats et des médecins qui ne pensent qu'à faire de l'argent, des serviteurs aveugles de l'ordre établi, des Gilbert Ayers, des J.H. Lagrenade il s'en forme en grand nombre dans nos institutions de haut savoir.

Il ne faut donc pas se surprendre de la réaction souvent hostile des ouvriers à qui on demande de nous payer (en taxes) la gratuité scolaire. Ils ont bien raison de rire ou de sacrer quand on leur dit que c'est là le meilleur placement que l'Etat peut faire, car nous serons plus tard "à uservice de la société". Il ne faut pas se surprendre non plus de la mauvaise réputation qu'ont les "professionnels" auprès des classes défavorisées de

la société.

Nous demandons à grands cris la gratuité scolaire sous prétexte que l'instruction est un droit fondamental. C'est bien. Mais dans l'échelle des droits fondamentaux il en est qui ont au moins autant d'importance: le droit à la santé et le droit à la justice. Et pourtant, encore aujourd'hui, malgré quelques lois d'assistance sociale la santé et la justice coûtent très cher au Québec et pour cette raison n'appartiennent qu'aux riches.

On sait le coût exorbitant de la santé, qu'il s'agisse des soins des médecins, des traitements chirurgicaux ou des médicaments. A l'intérieur du collège des médecins, les disciples d'Esculape forment un monopole. Ils ne se font pas de concurrence sur les prix et les maintiennent très haut. Et ils sont les maîtres dans ce domaine n'ayant à subir aucun contrôle gouvernemental.

La solution que le gouvernement proposera bientôt, l'Assurance-santé ne mettra pas fin à cette exploitation chontée. Il ne suffit pas de payer les soins médicaux; il faut encore que cela se fasse de façon juste. Et que ce soit le gouvernement ou l'individu qui verse les honoraires des médecins, il ne faut pas que ces derniers s'enrichissent sur le dos des malades. C'est pourquoi il faudrait socialiser (mettre au service de la société) la médecine. On pourrait alors assurer aux médecins un salaire raisonnable et les obliger à servir véritablement le public. Il faudrait faire de même pour les dentistes et les pharmaciens.

Une chose dont on parle beaucoup moins mais qui nous apparaît comme étant très importante est la socialisation de la Justice. Le juge Philippe Ferland

proposait récemment que les frais de justice soient abolis. Il faisait remarquer que s'ils incombent au perdant dans les causes civiles, l'accusé déclaré innocent au criminel doit quand même les payer. D'autre part, les frais sont très élevés en appel et seules les grosses compagnies ont les moyens de les payer. Et tout ça sans compter les honoraires des avocats qui sont toujours considérables. M. le juge Ferland faisait une très bonne analyse de la situation et concluait d'ailleurs que l'appareil judiciaire ne servait bien que les riches.

Toutefois le savant juge n'allait pas assez loin à notre avis dans ses conclusions. L'abolition des frais de justice est une bonne chose et devrait être complète. Mais les avocats devraient eux aussi être des salariés de l'Etat qui dispenserait gratuitement les services juridiques. L'assistance judiciaire qui n'existe qu'à l'état embryonnaire ne peut assurer la justice à tous. Le Barreau exerce lui aussi un monopole tout comme la Chambre des Notaires. Ces derniers devraient eux aussi être des fonctionnaires publics afin d'assurer des services compétents à tous.

Nous avons conscience que cette analyse trop sommaire mériterait d'être approfondie. Nous le ferons plus tard. Mais ce que nous voulons faire ressortir pour l'instant est la nécessité de la socialisation immédiate de certaines professions. L'Etat socialiste dont nous rêvons irait bien plus loin dans ses réformes. Toutefois aucun gouvernement humain ne devrait hésiter avant de permettre à tous de bénéficier des services essentiels, vitaux.

Louis FALARDEAU

L'OPINION DE NOS LECTEURS

Les TEQ: un vieillard inefficace et sans idéologie

Les Nations Unies chantent l'apartheid sud-africain. L'opinion mondiale laisse Mister Johnson bombardier le Nord-Vietnam. Notre petit Daniel perd de vue la Révolution Tranquille. TEQ oublie Charles Gagnon et Robert Nelson et retrouve son matelas Sealy: l'inefficacité.

Je suis d'accord pour l'efficacité mais ni pour celle de Drapeau, ni pour celle de Mc Namara. "A l'heure actuelle, les travailleurs étudiants ont tout basé sur l'efficacité, négligeant l'idéologie, et d'après les gens d'ici ça s'avère rentable." (J.P. Dallaire, Quartier Latin, 12 janvier 67). Il n'y a pas d'idéologie à TEQ, faites-moi rire! On a tous les mains sales. C'est le règne d'une idéologie fort tranquille qui s'efforce d'offrir des services aux étudiants, aux classes déjà privilégiées. Ça s'explique. L'an dernier, on s'était lancé dans des projets qui risquaient de remettre en question le travail de certains ministères. Prenons l'exemple de Gros-Morne. C'était trop pour nos moyens d'étudiants. Après tout, un an ou deux en Droit ou en Economique, ce n'est pas la fin du monde. Nous ne pouvons pas régler en quatre petits mois ce que des spécialistes du BAEQ ont refusé d'entreprendre. Il y a des problèmes de pathologie sociale aigus que TEQ ne pourra pas solutionner. Mais de là prendre le style YMCA, il y a une marge. Au fond, certains dirigeants actuels sont fortement "américanisés": refus de l'affrontement direct avec les fonctionnaires, refus de certains projets où il pourrait y avoir du tapage, "acceptation inconditionnelle" d'autrui, tapes dans le dos, etc. Je caricature, mais c'est l'arrière-fond idéologique des dirigeants actuels et d'un certain nombre de participants. La véritable efficacité des TEQ, c'est de mettre sur pied des services d'information et d'organisation qui soient permanents, et des services qui puissent véritablement changer quelque chose pour les plus mal pris. L'efficacité actuelle des TEQ, c'est une magnifique organisation, plus d'argent, toujours plus d'argent, des projets en Europe. TEQ ne sera jamais l'organisateur de la révolution au Québec, mais il y a des réformes profondes que même un gouvernement socialiste devra réaliser, et que l'Action sociale peut amorcer.

Analysons deux projets typiques et qui sont une création de l'équipe actuelle. Le premier est un projet d'accueil pour les visiteurs étudiants de l'Expo. Ainsi TEQ deviendra bientôt une agence de voyages, mais "pas comme les autres"! Ces visiteurs, les pros de Neuilly et de Dusseldorf, peut-être de Desmount (c'est une ville de Rhodésie, célèbre pour son racisme) découvriront le vrai visage du Québec grâce à ces voyages "organisés dans une per-

spective sociologique". D'accord, ça va être efficace; ça va donner du boulot à des étudiants cet été; ça va peut-être réveiller quelques étrangers, mais quelle sorte d'efficacité?

Deuxième exemple: un projet du tonnerre: animation et administration dans les maisons de la culture en France. Je ne suis pas contre de tels projets, mais l'association France-Canada saurait bien s'en charger. Encore là, ça va être efficace, mais l'efficacité au service de qui et de quoi? Retournons aux sources: TEQ n'a pas été conçu comme un organisme de placement étudiant, ni pour donner l'accroche aux Caisses Populaires et aux syndicats pieux. TEQ est avant tout un effort pour structurer ceux qui ne peuvent pas dire leur mot, ceux que les organismes en place n'atteignent pas. "L'Action sociale est le fruit du désir des étudiants de participer véritablement à la rénovation et à la construction de la société québécoise." (Paul Gérin-Lajoie, 21 juin 1965). Même le ministre ne pensait pas TEQ comme une agence de voyages. Les projets-types ne devraient pas être l'Expo, ni l'animation en France, mais l'organisation syndicale, la création de Caisses d'Economie, de Commissions d'Accident du Travail à Saint-Jérôme et Lachute, etc., dans toutes ces "villes à la sueur des autres". "L'étudiant, en effet, doit travailler à faire prendre conscience aux gens de leurs besoins, provoquer chez eux le besoin de se réunir, de travailler aux changements de la situation et des mentalités en créant de nouvelles structures sociales ou en modifiant les anciennes, rendre les gens capables de participer à l'amélioration de leur situation et favoriser une rénovation du milieu" (Jean La-liberté, "L'Expérience-pilote de l'ASE").

Tout n'est pas noir. Les gars du P.R.S.U. tentent d'organiser les assistés sociaux du Mile-End et le Service social commence à bouger. A Hochelaga, ils ont aidé un comité de citoyens à tenir tête à Saulnier qui voulait faire passer l'autoroute dans ce coin-là et qui affirmait ne pas avoir d'argent pour un Centre de Loisirs. Ils ont gagné. Ces gars-là ne font pas de grosses déclarations idéologiques mais ils savent comment les concrétiser, sans faire de compromis de fond. Il y a aussi l'annonce d'un encadrement professionnel plus poussé pour l'été prochain. Mais c'est une tendance à l'intérieur des TEQ, celle qui est la plus près des sources. L'autre, qui se veut non idéologique, risque de l'emporter. Les associations universitaires passeront dans l'Histoire pour avoir opéré une mutation biologique inouïe: la création d'un vieillard âgé de trois ans. Ça "TEQoeure" pas?

Pierre PAGE

BLOC-NOTE

Masse est mort

Si vous avez misé sur le ministre d'Etat à l'Education il faut en faire votre deuil, vous avez perdu votre pari.

Le jeune théoricien de l'UN, son appendice de gauche, son réformateur (enfin comme on l'espérait dans certains milieux) ne cassera rien, rassurez-vous: c'est du moins l'impression qu'a laissée le postulant-ministre lors d'un entretien où il était l'invité du Club Politique des étudiants du collège Marguerite-Bourgeoys, lundi soir le 30 janvier.

Le discours de M. Masse a duré moins de 2 minutes car il voulait permettre aux gens de poser les questions qui les intéressaient plus particulièrement. Or, il a évité de répondre à presque toutes les questions, préférant patiner et biaiser se-

lon le style de nos "grands politiciens". Il n'a fait aucune déclaration, ne s'est engagé en rien. M. Johnson peut dormir tranquille, il n'aura pas à expliquer aux journalistes "le sens des propos de son jeune collègue".

A une étudiante qui lui demandait si son gouvernement avait établi les étapes de l'accessibilité générale à l'éducation, il a répondu qu'en Chine l'accessibilité générale à l'éducation avait été un échec car seuls les bourgeois passaient leurs examens et qu'il avait fallu enlever les examens pour les prolétaires. Plus d'examen plus de cours. Voilà qui nous éclaire. Quant aux conflits avec les enseignants, le gouvernement s'en tient aux directives du 14 octobre en vue d'en arriver à des négociations

sur le plan provincial avec les enseignants, (ce qui est à souhaiter depuis longtemps); mais quand il est question d'établir une politique nationale du salariat, ça ne va plus, l'UN manque de souffle. M. Masse dit que Québec n'a pas les instruments nécessaires pour établir une telle politique, c'est Ottawa qui possède les leviers de commande. Il semble que la seule mesure de planification entreprise par le gouvernement actuel soit celle du fonctionariat.

M. Masse est à l'école de M. Johnson où l'on apprend à parler sans rien dire; il apprend vite et bien.

Au fait, les bourses sortent au milieu de février, à quelle date exactement? M. Masse ne le sait pas, ou ne veut pas le savoir...

maurice roy

Un métro trop onéreux

La ville de Montréal s'est dotée d'un superbe métro. D'ailleurs, on se souvient assez du tralala publicitaire qui a accompagné son ouverture pour ne pas l'oublier. Mais cette orchestration visait les fins électorales du maire Drapeau et maintenant qu'il est élu, qu'il a la paix, nous avons d'autres raisons pour songer à ce métro le plus moderne du monde: c'est la hausse des tarifs

Tout d'abord, il n'est pas déplacé de souligner que le peuple montréalais qu'on avait captivé lors de l'ouverture s'est vu offrir une hausse avec un peu moins de ménagement et de démocratie de la part de l'Administration municipale. Les municipalités elles-mêmes se sont plaintes de la façon pour le

moins cavalière avec lequel le duo Drapeau-Saulnier les avait traité en augmentant les tarifs d'une façon unilatérale. On a tout fait pour associer l'ouverture du métro au nom de Drapeau puisque c'était rentable électoralement mais c'est dans l'ombre qu'on a décidé d'augmenter les prix.

A notre avis, une hausse de tarifs de l'ordre de 40% semble exorbitante. Nous n'avons pas fait d'analyse de prix mais nous nous posons des questions. D'abord, qui profite le plus de ce service dit public? Les grands magasins dont les sorties de métro sont avoisinantes et qui, par conséquent sont favorisés par le service, ont-ils vu leurs taxes augmenter de 30%? C'est pourtant le cas des usagers du métro. D'autre part, la ville n'ayant

produit aucun chiffre quant à ses coûts, on est en droit de se demander si elle a l'intention de faire de gros bénéfices avec le métro; ce qui est inconcevable.

D'un autre côté, devant cette hausse qui affecte surtout le travailleur montréalais, on aurait pu se demander ce que l'AGEUM avait à faire. Elle n'a trouvé rien de mieux que de faire pressions pour faire changer l'âge en vigueur à propos des passes d'étudiants, de 18 à 21 ans. C'est à la fois une résolution bête et inconsciente. Bête parce que les étudiants, peu importe l'âge, ont tous les mêmes revenus. La revendication devrait s'appuyer sur un critère de groupe et non pas d'âge. Inconsciente encore, parce qu'il ne s'agit pas ici de privilégier des

étudiants au dépend de l'ensemble des contribuables. Les revendications de l'AGEUM, en tant que syndicat au service tant de la nation que des étudiants, aurait dû viser à faire cesser l'exploitation des gagnepetits, au dépend des commerçants du centre-ville.

Nonobstant l'attitude de l'AGEUM, nous croyons que les augmentations des tarifs dans le service métro-autabus est injuste, tant par la façon qu'elles ont été décidées qu'en raison de leur trop fort pourcentage. Nous sommes en train de nous demander si le surplus que la CTM paye pour faire toute sa publicité et ses billets dans les deux langues, ne suffirait pas en lui-même pour payer une partie des nouveaux services...?

J.-P. DALLAIRE

Le Quartier Latin

Journal bi-hebdomadaire des Etudiants de l'Université de Montréal
Publié par l'AGEUM

Directeur : Nicole Fortin
Assistant-directeur : Louis Falardeau
Rédacteur en chef : Christiane Richard
Chef des nouvelles : Louis Gendreau
Directeur au Cahier : Yvan Mornard
Secrétaire à la rédaction : Solange Gauthier
Directeur de la photographie : Serge Proulx
Comité éditorial : Jean-Pierre Dallaire, Robert Tremblay, Guy Sarrazin, Claude Girard
Service des nouvelles : Louis Gendreau, Pauline Gagnon, Henri Bradet, Lisette Blain, Renald Bourque, Bernard Mataigne, Jean-Pierre Dallaire, Claude Gauthier, Gisèle Pilon, Serge Thibaudieu
Reportage : François Bédard
Indefinissable : Martin Dufresne
Photographie : Serge Proulx, Daniel Rémi, Maurice Dubreuil
Caricaturiste : Dupras
Mise en page : Louis Falardeau et Louis Gendreau

LE QUARTIER LATIN

Volume XLIX Mardi, le 7 février 1967 Numéro 33
PUBLICITE : Georges Lefebvre, 739-4777 — Abonnement universitaire, \$3 00 — REDACTION : 2222, Maplewood, tél. 733-8248, Centre Social, ch. 707.

L'impression a été confiée à "Publitéx Inc.", 8000 rue Dante, 725-9573. Le ministère des Postes à Ottawa a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication. Port payé à Montréal.
Les opinions émises dans ce journal ne sont pas nécessairement celles de l'AGEUM.

Élections à l'AGEUM: Bélisle ne sera pas candidat: Doré, Dumais, Desrosiers: peut-être

(L.F.) — André Bélisle, actuellement vice-président aux Affaires Internes de l'AGEUM ne sera pas



Photo: Serge Proulx
ANDRÉ BELISLE
"pas candidat
mais organisateur"

candidat à la présidence de l'Association lors de l'élection qui aura lieu le 8 mars. C'est ce qu'il nous a déclaré mardi soir à la suite de la réunion du Conseil d'Administration. Une rumeur circulait depuis quelque temps à l'effet que M. Bélisle serait candidat à la tête d'une équipe complète.

Dame rumeur lui avait même trouvé des adversaires dans la personne de ceux qu'on appelle maintenant les trois "D", c'est-à-dire, Jean Doré, président de Droit, Mario Dumais, président des Sciences Sociales et Richard Desrosiers, président de Lettres. Ces derniers n'ont pas voulu confirmer la rumeur et se sont refusés à tout commentaire. Il semble toutefois qu'il y aura des déve-

loppements de ce côté dès cette semaine.

Parmi les autres candidatures possibles on parle beaucoup de celles de Pierre Genest président des HEC. Nous n'avons pas réussi à le rejoindre pour obtenir la confirmation de cette nouvelle. M. Genest aurait, semble-t-il, aimé se présenter dans une équipe dont le président aurait été André Bélisle mais devant la décision de ce dernier, il semble qu'il serait prêt à briguer les suffrages au poste de président.

D'autre part, sans mentionner de poste précis, on parle de la candidature de Pierre Mackay de Droit, de Pierre Roy de Sciences Sociales, de Marc Bériault de Sciences et même de Robert Bélisle des HEC. De

son côté, Marc A. Gagné-Lavoie vice-président des Sciences Sociales dit à qui veut l'entendre qu'il sera candidat tantôt au poste de secrétaire-général tantôt à celui de vice-président à la cogestion.

Du côté des membres de l'exécutif actuel on croit que le seul à se représenter sera Michel Charbonneau qui vient d'être élu au poste de vice-président à l'administration en remplacement de Jean Villiard qui a dû démissionner. Certains pourtant croient qu'il est possible que M. Edzozomo Ela brigue un deuxième mandat au poste de vice-président à la cogestion.

Quoiqu'il en soit on peut prévoir qu'il y aura une lut-

te très vive et que deux équipes complètes seront sur les lieux. S'il semble à peu près certain qu'une d'elles gravitera autour des trois "D" on peut raisonnablement penser que MM. Pierre Genest ou Marc Bériault sera l'animateur de l'autre.

De toute façon, en même temps qu'il nous annonçait son intention de ne pas se présenter, M. André Bélisle nous a dit que sa "machine électorale" ne sera pas pour autant inactive. "Il est certain en tout cas que je susciterai des candidatures à certains postes si je n'épaulerai pas une équipe complète." Il semble plus plausible qu'il mettra sa machine électorale au service soit de Genest, soit de Bériault. On sait qu'André Bélisle était le princi-

pal organisateur des campagnes de MM. Pelletier et Cloutier les 2 derniers présidents de l'AGEUM.

Un autre élément important de la campagne qui commencera dans deux semaines est l'attitude du président de Poly, Louis Marceau. On sait que Marceau a une très forte emprise sur sa faculté et qu'il est lui aussi un redoutable organisateur électoral. La possibilité qu'il se range du même côté qu'André Bélisle semble absolument écartée et on peut penser qu'il appuiera l'hypothétique équipe des trois "D".

Il ne reste qu'à voir les rumeurs se confirmer et à savoir qu'elle sera l'attitude de l'exécutif actuel.



LES 3 "D": DORÉ, DUMAIS, DESROSIERS

Photos: Serge Proulx

Le Gouvernement légifère sur les écoles professionnelles privées

Montréal (HEBDO-EDUC.-PEN) — Afin de protéger la clientèle des écoles professionnelles privées, le gouvernement a modifié les règlements de la loi régissant ces institutions.

C'est ce qui a été annoncé la semaine dernière dans le bulletin officiel du ministère

de l'Éducation, qui précise que cet arrêté en conseil a été rendu nécessaire pour épurer l'éthique professionnelle et améliorer la qualité de l'enseignement dans ce secteur.

Les modifications majeures sont l'élargissement du champ de l'enseignement assujéti

à la loi des écoles professionnelles privées, qui passe de 70 à 115 arts, métiers et professions, ainsi que la classification des divers types de cours sous des titres généraux, facilitant ainsi l'interprétation des règlements.

Par ailleurs, d'autres modifications imposent aux écoles professionnelles privées certaines restrictions à leur publicité, des relations d'affaires plus franches avec leurs clients et, enfin, des garanties plus sérieuses de stabilité financière.

En décrétant ces nouvelles dispositions, le gouvernement a fait siennes les recommandations d'un comité créé au mois de mars 1966 et chargé d'étudier la "question" des écoles professionnelles privées.

Dans son rapport, le comité soulignait, entre autres choses, qu'un bon nombre d'écoles professionnelles privées exploitent le public par une publicité mensongère et offrent des cours n'ayant aucune valeur réelle ou conduisant

à des métiers inexistantes. De plus, le comité faisait état des montants exorbitants qu'exigent souvent certaines écoles pour les frais de scolarité ainsi que l'utilisation de moyens douteux pour engager des clients à signer des contrats.

En définitive, le comité en était arrivé à la conclusion qu'il faudrait reviser toute la législation concernant les écoles professionnelles privées, afin de réglementer systématiquement leur ouverture ou leur fonctionnement.



Photo: Daniel Rémi

TOUJOURS BRISE

L'éléphant blanc de l'Université est boiteux. Et ça fait des mois que ça dure. Jour après jour, les étudiants sont priés de "S.V.P. DESCENDRE PAR L'ESCALIER". Quand on sait la dépense occasionnée par les rampes "mobiles" et la pénurie de fonds dans des domaines prioritaires comme celui de la bibliothèque, on est en droit de se demander si l'Université, et avec elle les étudiants, ne s'est pas fait "passer un sapin".

LOYOLA DEVIENT MEMBRE DE L'UGEQ

Après une discussion qui a été longue et difficile, le comité de coordination de l'UGEQ groupant les représentants des différentes fédérations étudiantes du Québec, a accepté à l'unanimité l'affiliation du collège Loyola à l'Union et une série de modifications touchant le budget de l'UGEQ.

Un nouveau membre de l'UGEQ: le collège Loyola

Il y a quelques mois, les étudiants du collège Loyola acceptaient par référendum une affiliation possible à l'UGEQ. Mardi le premier février, le comité de coordination acceptait à l'unanimité le collège Loyola au sein de l'Union.

La discussion devint difficile lorsqu'une proposition fut présentée demandant qu'un membre du dit collège siège au Comcor.

Tout le problème des collèges non affiliés à FAGECCQ (Fédération des étudiants des collèges classiques du Québec) et ayant un "statut" de "collège uni-

versitaire" était posé. Accepter qu'un représentant de Loyola siège au Comcor serait un précédent pouvant entraîner toutes les institutions ayant le même statut à réclamer le même droit par exemple le collège de Hull, celui de Jonquières, l'Académie de Québec. La représentation de chacune de ces institutions au Comcor contribuerait à une "surreprésentation" de certains groupes étudiants par rapport à d'autres. Les membres présents au Comcor ont renvoyé la discussion de cette question au prochain congrès.

Questions budgétaires: politique d'austérité

L'exécutif de l'UGEQ a présenté deux propositions concernant des modifications aux questions financières de l'Union.

La première proposition visait à une modification de la Charte de l'UGEQ, suggérant que l'année budgétaire de l'UGEQ soit non plus de novembre à novembre mais du premier juin

au 31 mai. Cette mesure aurait l'avantage de permettre aux fédérations de payer leurs cotisations plus tôt à l'avenir. Pour l'UGEQ cette modification présenterait un net avantage pour cette année si l'on considère ses problèmes financiers actuels.

Autre changement concernant le budget: les prévisions budgétaires pour la période de décembre à juin '67 sont annulées. D'autres prévisions budgétaires ont été présentées préconisant une politique d'austérité.

Cette proposition a été adoptée sur division l'AGEL préconisant une politique d'austérité plus sévère. Concrètement cette politique d'austérité signifie pour l'UGEQ: pas d'appels interurbains autant que possible, frais d'impression désormais payés par FAGECCQ et FEESQ. Cette proposition qui est en fait un amendement à la Charte devra être ratifiée par le Congrès.

Pauline Gagnon

Roch Denis accusé de libelle diffamatoire

Roch Denis, ancien rédacteur en chef du Quartier Latin et collaborateur au journal Indépendance, devra peut-être revenir de France, où il réside actuellement, afin de comparaître devant les tribunaux sous une accusation de libelle diffamatoire. Jeudi dernier, le R.I.N. recevait un "sub poena" qui leur indiquait l'obligation de comparaître en cour aujourd'hui, le 7 février.

Nos informateurs trouvent pour le moins étrange le fait que le R.I.N. ait été le dernier à apprendre qu'il devait comparaître. En effet, tous les grands médias d'information connaissent cet ordre de comparution 15 jours avant les principaux intéressés.

Toute cette histoire vient du fait qu'au mois d'août 1965 (c'est vieux), Roch Denis, dans le journal l'Indépendance, l'organe officiel du Rassemblement pour l'Indépendance, avait critiqué, assez sévèrement, dit-on,

une décision du juge Lamarre. On vivait alors sous la terreur Wagnérienne. L'accusation d'outrage au tribunal ne s'est pas fait attendre. Grâce à un vice de forme, Me Marquis, l'avocat du R.I.N.,

plus un outrage au tribunal, c'est devenu plutôt du libelle diffamatoire. Selon notre informateur du R.I.N., la seule solution serait de subir le procès et de plaider non coupable. Il apparaît, toujours se-



a réussi à faire rejeter la cause.

On ne croyait plus assister à de nouveaux rebondissements dans cette affaire. On avait tort... Pour la justice ce n'est

lon notre informateur, que le but de ce procès serait beaucoup plus un moyen de nuire à un mouvement qui déplaît au pouvoir, que de rendre justice. Louis GENDREAU

Le comité de revision des bourses a commencé à siéger

(PEN) Le comité de revision de l'Aide financière du ministère de l'Éducation commencera à siéger mardi, le 7 février prochain.

Attendu depuis le 15 décembre dernier, l'étude des cas particuliers d'aide aux étudiants apportera des décisions dès le 15 février.

Déjà, on apprend que plus de 4,000 cas ont été soumis à Québec et le comité d'aide financière de l'Association Générale des Étudiants de l'Université de Montréal, à lui seul, sou-

mettra de 400 à 500 nouvelles demandes sans compter celles déjà expédiées à Québec.

PREMIER AVIS DE MISE EN NOMINATION

- aux postes de
- Secrétaire général
 - Directeur du comité des activités sociales
 - Directeur du bureau des affaires externes

Les nominations seront closes vendredi, 10 février, à 5 h.00 p.m., les faire parvenir au bureau 306 du Centre social.

5 versements \$25.00

Comptant \$150.00



PLAN EXCLUSIF

- Taux bancaire à 5,6
- Financement jusqu'à 36 mois
- Prix spéciaux sans reprise
- Généreuse allocation sur échange
- Plan spécial sur location et vente en Europe

UNE VOITURE CANADIENNE LA

RENAULT 10

qui vous donne ECONOMIE: jusqu'à 45 milles au gallon. ROBUSTESSE: freins à disque - 6 bains anti-rouille. Les versements de \$25. s'appliquent uniquement aux étudiants finissants.

UN SERVICE DE L'AGEUM,



RENAULT CANADA Ltée
8555 CHEMIN DEVONSHIRE
735-1331

Nos délégués commerciaux: MM. MIQUEL, PINTO, SUPINO. Seront à votre disposition: Mardi de midi à 2 h. 10 p.m. à l'AGEUM, chambre 306

DÉPASSER LA RÉVOLUTION TRANQUILLE

(P.G.) — Laïcisation, socialisme et indépendance, voilà les grands thèmes idéologiques du manifeste de l'équipe Lefrançois, qui, comme on le sait, se porte candidate à l'exécutif de l'UGEQ. L'équipe présentait son manifeste mercredi dernier, à la Casa espagnole, devant une dizaine de journalistes étudiants.

Le syndicalisme étudiant est né parallèlement à la révolution tranquille qui est en train de mourir tranquillement aussi. Il faut faire le bilan de son action et de ses principes, il faut dépasser la révolution tranquille par un jugement le plus radical sur l'action syndicale étudiante au Québec depuis ses débuts et sur l'influence qu'elle a pu avoir sur la société québécoise.

Le Cheval de bataille Depuis deux ans, l'UGEQ a mené une lutte caractérisée pour l'accessibilité générale à l'éducation, lutte qui a eu l'effet d'un stimulant certain dans le but de faire avancer et de précipiter la mise en oeuvre de certaines solutions importantes. Dans la chaleur du combat, elle a oublié de dé-

montrer l'urgence nationale et collective pour le Québec d'une réforme et d'une démocratisation en profondeur de son système d'éducation, ce qui entraîne une transformation fondamentale des structures de notre société. Ne pas poser cette dimension globale, c'est ne pas remettre en question les cataplasmes de dupes de la révolution tranquille.

Le régime de la tolérance est fini. Fini le mal de place, fini l'injustice déguisée, il faut s'at-

taquer aux vrais causes de nos problèmes, il faut faire du Québec un pays libre, libre d'inégalités socio-économiques, libre de sa conscience et de sa parole.

L'Éducation ne veut pas dire pour l'UGEQ de former des compétences pour rattraper le temps perdu mais de se donner un moyen de libération individuelle et collective pour et par une société transformée c'est-à-dire libre, juste et humaine. Donc agir dans une perspective d'ensemble, situer dans sa totalité la question de l'éducation pour que les luttes dans ce domaine aient un sens, pour que la vie de notre collectivité elle-même ait un sens: vouloir une société socialiste nécessairement, québécoise pour une personnalité propre et un

d'une révolution c'est-à-dire transformation radicale des structures économiques, sociales et politiques de la Nation québécoise, entre autre un système d'éducation public, démocratique et laïc.

Objectifs et perspectives

L'Éducation ne veut pas dire pour l'UGEQ de former des compétences pour rattraper le temps perdu mais de se donner un moyen de libération individuelle et collective pour et par une société transformée c'est-à-dire libre, juste et humaine. Donc agir dans une perspective d'ensemble, situer dans sa totalité la question de l'éducation pour que les luttes dans ce domaine aient un sens, pour que la vie de notre collectivité elle-même ait un sens: vouloir une société socialiste nécessairement, québécoise pour une personnalité propre et un

des employés de cabarets, de tavernes et de restaurants licenciés, M. Don Salcito, qui précise que 10 des 60 employés de l'établissement ont été remerciés de leurs services à la suite du dépôt d'une requête en accreditatoin syndicale, lundi dernier, auprès de la Commission des relations de travail du Québec.

sens historique donné à notre collectivité.

Une vision de la société

Advenant l'élection de l'équipe il ne sera pas pris pour acquis que la vision socialiste, indépendantiste et laïciste soit acceptée intégralement par tous les membres de l'UGEQ. Elle sera le point de départ d'une prise de conscience des besoins de transformation de notre société pour que celle-ci devienne responsable et maître de son agir collectif.

Advenant l'élection de l'équipe il ne sera pas pris pour acquis que la vision socialiste, indépendantiste et laïciste soit acceptée intégralement par tous les membres de l'UGEQ. Elle sera le point de départ d'une prise de conscience des besoins de transformation de notre société pour que celle-ci devienne responsable et maître de son agir collectif.

Lettres des lecteurs

TOUJOURS LES FAUTES DE FRANÇAIS

Ah! Cher Carnaval! tu nous en a fait voir de toutes les couleurs! sauf celle de l'argent: quelque \$20,000 dollars! Enfin! Puisque personne ne proteste, c'est que tout va bien.

Je ne ferai que reprendre ici un sujet qui a bouleversé l'Université et qui continue d'ailleurs à soulever l'indignation, celle de M. Bernard Dupriez comprise. Les faits sont connus de tous, je ne fais que les reprendre pour MM. Jacques Dépatie, Marc Bériault, Paul Danvoys et l'auteur d'"Une grande journée Laurentide", un sensass article-épreuve dans lequel le jeu de l'esprit de l'auteur est étalé: il n'y a pas beaucoup d'"as", je vous l'annonce. Voulez sans doute trop briller dans son style littéraire qui, en effet, est fracassant, son auteur a jugé bon de parsemer sa nouvelle de quelques fautes d'orthographe. Oh! le vicieux! Nous retrouvons bien l'âme carnavalesque de Gaudule et ses a-leo-a-lystes-lystes.

Je ne signale ici que les fautes trop flagrantes pour passer inaperçues. Les lecteurs voudront bien suivre avec moi, en ayant devant les yeux ce trop précieux document, qui fait honneur à la langue française:

1— Absence de trait d'union entre Mont et Habitant. Simple souci de modestie, l'auteur se sait habitant, mais ne juge pas nécessaire de se joindre (Mont: mon: moi) à cet épithète.

2— "...l'idée qui à prime." C'est une primeur.

3— Trains, traineaux: un petit capuchon est été apprécié, mais on est trop capuchonné pour en mettre. De même au mot gaité: gaité ou gaité. Mais sans doute la gaité de l'ivresse cause la paresse d'esprit.

4— Jetter jeter moi ça à la cafétéria du Centre Social.

5— Quant au mot magnifique, il faudrait s'entendre pour une majuscule ou une minuscule. Simon... mais je me tais.

Marc Bériault — Ici, il est brave, il signe ses chefs-d'oeuvre. — écrit, obsédé sans doute par la lettre 'c' (con, cul, curé, cap...) et en met un à "...jeunesse québécoise..." Il devait être alors comblé de becs par la petite secrétaire (oui, 6 secrétaires à \$90.00 par semaine, ce durant les 3 semaines de préparation du Carnaval, qui débouchaient les bouteilles de bière de ces messieurs au travail: voila ou passe votre argent, étudiants.) Cette secrétaire devait être anglaise, car il a écrit Québec (Prononcez KOUÉBEC) comme dans "What does...". Dans l'article "Un jeudi

merveilleux", on lit: "...Que les accoustiques du Centre Sportif en tremblent." Oul, celula, c'est fort. On a dû se les focer, les mennynjes. (sic) Acoustique prend un c, ne s'emploie pas au pluriel, ni dans le sens (?) que l'auteur (?) a voulu donner (?) ici. De plus, on ne dit pas "sur la rue Maplewood", mais "dans la rue...": mais ça, c'est trop subtil: restons calmes.

Le président, heureux sans doute de son apparition sur la scène carnavalesque, écrit: "...Gudule apparaît..." et parle "...d'expansion dans l'avenir." Mais c'est un sot sans o, il confond t et s.

Dans le "Programme", nous lisons: "Concours de sculpture sur glace." Le p n'a fait que fondre sur place, comme les 25 sculptures érigées par chaque école et faculté de l'Université. (Mais si... mais si... l'affaire a été très profitable.)

Automobiles Renault a oublié son français en immigrant; il dit: "Vous n'êtes pas assourdi par le bruit du ventilateur." Non, mais il y a de quoi être abruti. Finalement, la Bank of Montreal vient encore ressasser à nos vertus le centenaire de la confédération canadienne. Ah! L'argent achète bien tout...

Bref, quelque 15 fautes d'orthographe dans 16 pages de création littéraire. Sérieuse concurrence à Jeanne Québec, qui avec 80 fautes de français dans son troisième numéro (orthographe et typographie) reflète bien l'état actuel de notre langue.

Mais revenons à nos yllaitres (sic). Je n'oublie pas un dévouement magnifique et certes digne de mention (je ne fais que compléter ici les quelques 10,000 lettres de félicitation qu'a reçues l'Exécutif du Carnaval de la part des 10,000 participants enthousiastes). Mais hélas! on a encore une fois traité la langue française de façon vraiment dégoûtante. Non, avec Gaudule, j'ai pu! goût de rigoler, mais de me pacter pour oublier mon desespoir et celui que les 10,000 posses, seurs de ce programme ressentent actuellement. Mais ne vous en faites pas, 6 lecteurs que le problème touche: oubliez ça: je réfléchis et m'aperçois que c'est moi qui suis desaxé, dia un semestre de cours de M. Dupriez...

P.S. — Les commentaires ne sont pas nécessairement drôles.

N.D.L.R. — Dans ces critiques, l'auteur a, semble-t-il, oublié le Quartier Latin...

Luc Latour

PAUVRE AYERS

M. Ayers, vous voulez déménager! Le contre-plaqué ne paie plus à Lachute? Vous devez donner des salaires trop élevés, sans doute. La matière première est trop loin. — Pauvres forêts, maintenant si éloignées, bûchées par des

Québécois, empochés par les Anglais et, grande surprise, par les Américains (cf C.I.P.) — Votre sort, cher Gilbert, mérite qu'on s'y apitoie: vous allez directement vers la faille; votre femme devra vendre ses bijoux, et vous, votre cravate pour acheter une vieille niche de pain. Que c'est triste. Tous les saints du ciel admireront votre lutte acharnée pour la survie.

Et pour le comble du malheur, vous perdez un peu (et c'est beaucoup dire) d'influence. Quelques fils de vos mariottes ont été coupés. Que les coupables soient bannis de ce monde. Catastrophe, un maire libéral et canadien-français à Lachute; par surcroît, il pris position pour les grovistes; heureusement qu'une partie du Conseil de Ville vous soutient encore!

Aux dernières élections fédérales (ça existe toujours) vous avez fait des pieds et des mains, de concert avec M. Cottingham. (quel beau nom français), pour élire M. Régimbald, un de vos fideles administrateurs. Votre perspicacité fut grande: il se révéla efficace d'avoir misé sur l'emprise de la bonhomie de M. Cottingham sur le comté d'Argenteuil; M. Régimbald fut élu. Mais que diantre se passa-t-il? Lorsque vous allâtes à Ottawa pour demander une subvention en vue du déménagement de votre usine dans une région sous-développée (Rapides-Joachins, en Ontario), on vous l'a refusée parce que vous vouliez fermer à Lachute. M. Régimbald n'a donc rien fait pour vous? Oh... pardon! J'oubliais un détail: il est dans l'opposition, avec les hiboux. C'est curieux comme Ottawa peut s'oublier facilement! A croire que c'est un pays étranger!

Mais, heureusement, l'avenir est peut-être moins sombre qu'il en a l'air. Car "un parti fort" est au pouvoir à Québec. Le Devoir nous apprenait, le 26 janvier, que Jérôme Choquette, député libéral, demanda au ministre du Travail si lui et ses collègues avaient de l'influence sur vous. Ce qu'il se trompait! L'influence, c'est vous, bien sûr, qui l'avez. On ne prête pas son avion pour rien, après tout. Et M. Bellemare, a couragement répondu, et c'était gentil: "L'honorable député d'Outremont n'est pas autorisé à nous demander le choix de nos amis, de nos fréquentations." Voyez, M. Ayers, il y en a encore qui vous comprennent. Ça devrait vous consoler. Et vivent les belles filles.

J.D.

N.B. — Si vous me demandez pourquoi je ne signe pas mon nom en entier, en voici la raison: mon père est un bon ami de M. Ayers, et je tiens à mon héritage.

N.B. — M. Bellemare, gare au gorille.

CONGRÈS DES AFFAIRES JURIDIQUES

Chaque année, la Fédération des étudiants en droit québécois tient un congrès des affaires juridiques. Cette année, il aura lieu pour la première fois à l'Université McGill, dans le nouvel immeuble de la faculté de Droit, du 23 au 25 février, et réunira les corps professoral et étudiant en Droit civil du Québec. L'aspect social sera rehaussé par la tenue du bal Thémis, le 24 février, à l'hôtel Windsor. La manifestation se clôturera par un banquet d'honneur pour tous les congressistes.

Le Congrès mettra en relief les problèmes sociaux et légaux de la province de Québec. Le thème sera la Formation juridique et la vie professionnelle de l'avocat. D'importants juristes: MM. Paul-André Crépeau, président de la Commission de la Revision du Code civil, et Jean-Guy Cardinal, doyen de la faculté de Droit à l'Univer-

sité de Montréal, ainsi que des législateurs en vue discuteront de sujets d'actualité tels que "légicacre" et les libertés fondamentales au Québec.

Le programme comprend aussi les sujets suivants:

— Le rôle de l'université: former de futurs juristes ou des praticiens.

— La Justice est-elle la responsabilité du Barreau ou de tous les citoyens?

— La pratique du Droit au XXe siècle: généralisation ou spécialisation?

Ce congrès réunira professeurs et étudiants en Droit de toutes les parties du Québec et ceux d'Ottawa. Il sera également suivi de près par tous les avocats ainsi que par les responsabilités de l'administration de la Justice.

Pour tout renseignement supplémentaire, prière de communiquer avec Paul-A. Gélinas à 334-5217.

Antiquités canadiennes Authentiques

Armoires, commodes, rouets, bancs-lit, tables, chaises, hu-ches, coffres, bancs-seaux, encoignure, banc-cordonnier, particulier, etc. 671-0558

LE SOCIALISME AU QUÉBEC UNE UTOPIE?

COLLOQUE DES ÉTUDIANTS DES SCIENCES SOCIALES

MARDI 7 FÉVRIER 20 HEURES "syndicalisme et socialisme"

JEAN-MARIE BÉDARD syndicaliste, président du P.S.Q. JACQUES DOFNY sociologue, professeur à l'U. de M. WILLIAM HOULE président du syndicat des postiers (FTQ) ROBERT NELSON président de l'UGEQ

animateur: PAUL VILLENEUVE organisateur du colloque

endroit: U. de M., salle P 310

MERCREDI 8 FÉVRIER 20 HEURES "l'avenir économique du Québec; le socialisme y est-il possible?"

CLAUDE CHAPDELAINÉ économiste, professeur à l'U. de M., directeur du RIN GÉRARD PLOURDE président de United Auto Parts STANLEY RYERSON historien, membre du Parti Communiste canadien

animateur: LOUIS MARTIN président de l'UCJLF

endroit: U de M, salle P 310

JEUDI 9 FÉVRIER 12 HRES 30 débat midi "nationalisme et socialisme"

ROBERT CLICHE chef québécois du NPD MARC LAVALLÉE, m.d. professeur à l'U. de Sherbrooke, directeur du RIN

endroit: grand salon du centre social

20 HEURES "les valeurs culturelles qui favorisent la construction du socialisme québécois"

JACQUES GRANDMAISON prêtre, professeur à l'U de M

PIERRE MAHEU membre du MLF et de la revue Parti Pris

animateur: ANDRÉANNE LAFOND journaliste

endroit: U de M, salle P 310

VENDREDI 10 FÉVRIER 12 HRES 30 "la réforme de l'entreprise"

GABRIEL GAGNON professeur à l'U de M

MARCEL PEPIN président de la CSN

animateur: MARIO DUMAIS président de l'AGESSUM

15 HEURES "planification et idéologie ou le B.A.E.Q. est-il un plan?"

MAURICE BOUCHARD économiste, professeur à l'U de M

JEAN-CLAUDE LABEL animateur au B.A.E.Q. BERNARD SOLASSE professeur à l'U de M

animateur: GILLES GRENIER

20 HEURES débat sur la construction du socialisme MARDI MERCREDI près de la salle P 310

MICHEL DORÉ président des étudiants en sociologie de l'U de M

FERNAND DUMONT sociologue, professeur à l'U. Laval

VINCENT HARVEY directeur de la revue Maintenant CHARLES TAYLOR membre du NPD, professeur à l'U. McGill MICHEL VAN SCHENDEL journaliste, membre de la revue Socialisme 67

animateur: GUY ROCHER sociologue, professeur à l'U de M

endroit: pour tous les panels de vendredi grand salon du centre social

projections cinématographiques

MARDI 7 FÉVRIER 12 HRES 30 "ALGÉRIE 1962" "CHRONIQUE D'UN CONFLIT" (ONF)

MERCREDI 8 FÉVRIER 12 HRES 30 "LE CHAT DANS LE SAC" (gilles goux, ONF)

endroit: U de M, salle Z 310

ateliers des ateliers auront lieu après les panels de vendredi

exposition de livres sur le socialisme

MARDI MERCREDI près de la salle P 310 JEUDI VENDREDI au centre social, 2332 maplewood

INCROYABLE..... MAIS VRAI!



La merveilleuse

Rambler

Maintenant à la portée de l'étudiant par l'entremise de l'A.G.E.U.M.

200.00 COMPTANT-30.00 PAR MOIS

Taux d'intérêt préférentiel

Tout acheteur recevra de l'A.G.E.U.M. une ristourne de 4% sur le

montant de l'achat

Notre représentant sera au Secrétariat, ch. 306.

Tous les mercredis et jeudis, de midi à 2.00 p.m.

Hors de ces heures, appelez Mons. Comeau chez

Arbour Automobiles Ltée

10300 BOUL. PIE IX (coin Fleury) TEL. 323-4330

un service de l'A.G.E.U.M.

LA C.S.N. APPUIE SANS RÉSERVE LES INSTITUTEURS EN GRÈVE

Déclaration du président général de la CSN, Marcel Pépin, en marge des conflits scolaires.

La position de la CSN au sujet des conflits scolaires n'est pas le moins du monde équivoque: la CSN appuie les instituteurs et professeurs dans la lutte actuelle. Les syndicats qui les défendent ne sont pas affiliés à la CSN mais les affiliations différentes ne sont pas des barrières et notre centrale adresse à leur centrale, aux syndicats en cause et aux militants de l'enseignement ses saluts fraternels, dans les graves circonstances où ils ont à faire valoir leurs revendications légitimes.

POLITIQUE DE PEUR ET D'ESCAMOTAGE

La crise scolaire est le résultat direct des erreurs du passé, erreurs qu'une certaine opinion serait prête à répéter plutôt qu'à régler ces conflits dans la justice. Pendant vingt ans, c'est-à-dire jusqu'au code du travail de 1964. Les enseignants ont été privés du droit de grève. Cette politique de contrainte, qu'on disait avec légèreté une politique de prudence, n'était au contraire qu'une politique de peur et d'escamotage des problèmes à long terme, elle devait nécessairement s'avérer une politique imprévoyante, en ce qu'elle laissait s'accumuler des causes de conflit, au lieu de leur apporter au fur et à mesure les solutions voulues dans la raison. C'était la mode alors de laisser stagner les choses. Les enseignants, contraints par des lois, devaient se contenter de regarder passer le train. Nous dénonçons ces erreurs. Nous nous opposons à ce qu'on les recommence.

DES NORMES RIGIDES

La crise scolaire est le résultat d'une autre erreur, qui est l'effet d'une autre illusion: l'illusion d'une autorité qui sans consulter les intéressés, sans négocier avec quiconque, décide, dans un contexte de négociation, d'imposer unilatéralement des normes dans lesquelles elle prétend emprisonner aussi bien les salariés que les commissions scolaires elles-mêmes, rendant ainsi les négociations pratiquement impossibles et provoquant de la sorte les conflits les plus graves, dès lors pratiquement inévitables. Cette erreur est-elle en voie d'être corrigée dans une certaine mesure? Aux dernières nouvelles, il semblerait qu'un certain assouplissement des normes soit envisagé, ce qui serait certes un pas dans la bonne direction.

Ces erreurs ont amené la situation dans laquelle le public se trouve pris par suite des contre-coups qu'elles ont provoqués. Il est bon qu'on en soit pleinement conscient. Le public n'est pas obligé de subir sans mot dire les conséquences des erreurs de ses gouvernants, non plus que les effets des appétits désordonnés des privilégiés.

LES PRIVILEGES SONT RESPONSABLES

Ce n'est pas pour rien que nous parlons des appétits des privilégiés. Nous allons maintenant en dire quelque chose, parce

que le règne des privilégiés du petit nombre a quelque chose à voir, et beaucoup à voir. Avec la situation présente dans les conflits scolaires.

Le trésor se plaindrait de n'avoir pas de quoi payer aux enseignants des traitements qui tendraient à porter leur situation sociale au niveau où elle doit être si l'on veut vraiment réformer l'éducation? Quel est ce paradoxe? Nous contestons la barrière qu'on leur oppose. La réforme de l'éducation doit se faire, et, dans ce but, les traitements doivent permettre à l'instituteur et au professeur d'accéder à une situation sociale digne de leurs fonctions, de manière à attirer les meilleurs éléments vers ce domaine. Nous n'accepterons pas de faux-fuyants sur ce chapitre. Nous ne ferons pas le jeu de la rue St-Jacques, qui préfère garder ses sous pour ses propres projets, plutôt que d'en faire servir une part équitable au bien commun.

AUX PLUS FORTS LE FRIC

Il n'y a pas de manque d'argent. Il y a accaparement de l'argent par les sociétés d'affaires, il y a accumulation scandaleuse de profits, il y a détournement du capital social à des fins privées, mais il y a de l'argent, et il y en a beaucoup. "Que le peuple s'arrange" (point d'exclamation) semble-t-on dire encore. Les profits augmentent à un rythme constamment plus grand que les salaires. En 1964, dernière année pour laquelle des chiffres à ce sujet avaient été publiés lorsque nous avons fait nos recherches l'automne dernier, les profits, en moyenne, avaient augmenté deux fois plus que les salaires. Il n'y a aucun contrôle là-dessus, aucune "norme", précisément. Les privilégiés font ce qu'ils veulent. Ils drainent tout le capital qu'ils veulent. Ils fixent les prix en conséquence, sans aucun contrôle. Les gouvernements refusent d'intervenir. Ils entretiennent, par leur silence, par leur inaction de ce côté, le paradis des profiteurs. Ceux-ci provoquent l'inflation, par leurs agissements. Ils combattent les mesures sociales. Ils refusent de contribuer à l'oeuvre commune, que ce soit pour l'éducation, l'assurance-santé, l'aménagement rationnel du territoire. Ils s'accaparent à vil prix des richesses naturelles. Ils font des sous. C'est ce qui les intéresse. Le gouvernement, de son côté, sans même tenir compte de ce que nous venons de dire, fait-il ce qu'il peut, même sans changer en quoi que ce soit les règles actuelles, pour garnir ses coffres? Nous faisons plus qu'en douter. Nous avons attiré l'attention, l'été dernier, sur le fait que l'état néglige de percevoir l'impôt pour une somme d'environ 200 millions de dollars. Nous avons également établi que des sommes considérables se gaspillaient à cause du fait que l'on fait faire à l'extérieur du gouvernement une multitude de travaux professionnels que bien souvent l'état pourrait faire faire par ses propres employés. De plus, le patronage est-il mort? On nous répond qu'il a toujours existé et qu'il existe encore.

L'impôt sur les corporations est-il suffisant? A l'heure où une politique de compression des profits serait plus qu'indiquée, on laisse les sociétés d'affaires, toutes voies voguer vers de plus grands profits encore. L'Hydro s'est défilé d'une entreprise très rentable, aux mains de la Corporation du Gaz Naturel, en prétendant que cette affaire n'était pas rentable. Les richesses naturelles sont encore exploitées pour des royautés ridicules, bien que cette situation ait été dénoncée dès 1950. Tout cela mis ensemble commence à faire pas mal d'argent perdu pour la collectivité, n'est-ce pas? Or quand on veut faire des réformes en profondeur, il faut en prendre les moyens. Il faut que les intérêts marginaux des privilégiés cèdent le pas aux besoins fondamentaux de la collectivité. Autrement, on parle pour parler. Mais les citoyens du Québec ont appris depuis quelques années qu'il ne fallait plus se payer de mots. Nous entendons donc, pour notre part, mettre les points sur les "i".

ASSEZ JOUE A PONCE-PILATE

Pensez-vous que les gens en place s'arrêtent pour regarder le tableau que je viens de brosser lorsqu'éclate une crise comme celle que nous vivons dans l'enseignement? Non, bien sûr. Non, ils font des "normes" pour bloquer les traitements des enseignants, et une action concertée s'organise pour mettre la réprobation publique sur le dos des victimes de l'état général de la société. On les fait même parader devant les tribunaux. On tâche de détourner sur eux l'attention du public, par le blâme, en exploitant à cette fin les sentiments des parents les mieux intentionnés et en proclamant les "droits des enfants" comme un beau paravent pour voiler plus efficacement l'essentiel du problème. Nous ne marcherons pas dans cette fumisterie. Nous voulons aller à l'essentiel. L'essentiel, c'est ceci. La réforme de l'éducation doit se faire. Une partie essentielle de cette réforme consiste à relever les traitements des enseignants, pour que leur profession devienne une profession enviable, désirée, considérée. A cette fin, il faut l'argent nécessaire. Pour l'avoir, il faut réformer l'administration du gouvernement, arrêter le gaspillage, percevoir l'impôt, contenir la course folle aux profits, drainer une part du capital pour les fins sociales primordiales. Qui veut la fin prend les moyens.

Briser l'essor des enseignants n'équivalait à rien. Cela laisserait subsister le problème de l'enseignement. Cela laisserait également subsister des problèmes encore plus graves: la maladministration, le règne anarchique du privilège, et ce serait avouer que l'état n'a aucunement l'intention de "bâtir une société pour l'homme". Nous refusons cette politique comme irréaliste et retardataire. Pareille politique équivalait à signer l'arrêt de mort définitif de la révolution tranquille.

La cause des enseignants est celle du peuple tout entier.

SERIEUX COMME UN PAPP

LES CHIENS ÉCRASÉS

par Martin Dufresne

La plus élémentaire prudence (et ma mère) me recommandent un maximum de tact en ce qui touche la rédaction de SERIEUX COMME UN PAPP. Délaisant donc aujourd'hui les sujets qui font notre bonheur à tous, je m'attache à écrire un texte banal, susceptible de passer inaperçu. Que l'on n'aille pas penser que je cède à des pressions occultes, que non! j'ai tout simplement peur!

Commençons, si vous le voulez bien, l'inventaire par le chien écrasé qui, si l'on peut dire, me touche de plus près. Je veux parler (et je vais parler) de Victor que j'appellais aussi Les enfants au pouvoir. Tu as deviné, lectrice compatissante, qu'il s'agit de mon chien. Victor, sous ton pelage noir et blanc, tu étais le plus affectueux, le plus fidèle, le plus honnête et le plus dévoué des cabots qui aient arrosé les lampadaires de Montréal. Hélas, le monde t'a fauché en pleine jeunesse, à deux ans, te privant des douceurs d'une

vieillesse au coin du calorifère et des os de poulet en-dessous de la table. C'est un autobus scolaire qui t'a fait exécuter ta dernière cabriole mon vieux Victor, et le conducteur, un salaud, n'a même pas ralenti sa course meurtrière, te laissant agoniser dans la ruelle, comme un chien. Non, M. Saulnier, (pas le sidekick de Drapeau, l'autre), cette histoire n'est pas réglée et dussé-je (forme désuète mais, avouons-le, élégante) faire sauter un de vos autobus avec tous les affreux morpions qui y grouillent, je vengerai Victor!

Mais je ne voudrais pas monopoliser cette chronique; passons à un autre chien écrasé.

Il y a des chiens intelligents et il y a des chiens cons. C'était pas un chien con, Arthur. Il obéissait aux signaux de la circulation, Arthur. Il ne traversait pas le passage à niveau lorsqu'il avait arrosé les lampadaires de Montréal. Hélas, le monde t'a fauché en pleine jeunesse, à deux ans, te privant des douceurs d'une

vu qu'il y avait encore un train, Arthur, aiors il n'a pas bougé, Arthur, ALORS IL S'EST FAIT ECRASER PAR L'AUTOBUS SCOLAIRE, ARTHUR!!!!...

Et personne n'a parlé d'Arthur dans les journaux le lendemain matin.

Notons enfin la mort de Phyldeault, chien Outremontois étranglé et dépoillé de son petit manteau de vison par un prolétaire qui a laissé près du caniche au musée bleu une note: "Mon enfant se meurt de froid!". La licence de Phyldeault était solidement fixée au dit manteau alors si vous voyez un petit enfant portant au cou un médaillon doré sur lequel on peut lire:

PHYDEAULT

34
OUTREMONT, veuillez communiquer avec la police.

P.S. — Terminons en révant le désarroi qui balaierait les hauts-lieux de l'intelligentsia états-unienne si Charles Shultz, le génial créateur de Peanuts, laissait Snoopy se faire écraser par une auto dans sa bande dessinée.

NOUS(?) AURONS UN GARAGE POUR GARER NOTRE VOITURE...

La nouvelle génération étudiante n'aura pas seulement l'avantage de jour des nouveaux pavillons en construction (sciences sociales), mais pourra égale-

ment utiliser un luxueux, moderne et vaste garage pour stationner ses automobiles (achetées évidemment avec les épargnes du système de gratuité scolaire). Si l'on s'en tient aux propos que nous avons recueillis de monsieur Gratton

de l'administration, un projet est en cours afin de bâtir un garage de sept étages à flanc de montagne (une partie est souterraine), intégré à l'ensemble architectural des nouveaux pavillons en construction.

C. G.

Où en est la sécurité aérienne?

L'avion est six fois plus sûr que l'auto. Pourtant on ne peut nier que la sécurité aérienne devrait être améliorée, car le ciel devient plus dangereux à mesure qu'il est plus encombré. Que fait-on pour éviter les accidents d'avion? Un article de Sélection du Reader's Digest de février vous renseignera à ce sujet. A ne pas manquer!



"Ça ravigote"

UNIVERS-INFORMATION

VIETNAM II

par: BERNARD MATAISNE

En plus d'une destruction systématique par le fer et le feu, les américains font appel à la guerre chimique dans leur agression. Officiellement, il s'agit de défoliants (pour mieux répérer le Vietcong), mais dès 1961 de nombreux journaux américains ont relevé que les produits employés "font jaunir les rizières, détruisent toute récolte" (Newsweek du 27 novembre 1961), et "doivent jouer un grand rôle

dans les plans destinés à empêcher les communistes de se ravitailler" (New York Times du 22 janvier 1962). Rappelons que si l'on détruit les récoltes des "communistes", on détruit concomitamment les récoltes du peuple.

Un autre aspect de cette guerre chimique, c'est l'emploi de gaz toxiques. Dès le début de 1964, Nguyen Khanh, premier ministre, a révélé que Saïgon disposait déjà de ces

gaz (Reuter, 22 mars 1965). L'opinion mondiale ne s'alarme pas jusqu'au 5 septembre 1965, jour où l'on apprit que des GI avaient vidé 48 bouteilles de gaz dans des abris souterrains, tuant 36 personnes, des femmes et des enfants pour la plupart. Le commandement rejeta la responsabilité sur le chef du groupe! Malgré tout, les américains ne cherchent pas à nier l'emploi de gaz, mais spécifient qu'ils ne sont pas toxiques (?). Pourtant, le 12 janvier 1966, le caporal australien Robert Bowtell, ayant pénétré avec un masque dans un souterrain qu'il avait lui-même saturé de gaz, est mort. Six autres australiens, également masqués, qui se sont portés à son secours, ont été gravement intoxiqués. Cette anecdote se passe de tout commentaire.

Cette guerre chimique se complète d'une guerre expérimentale. C'est dans ce but que l'on a déplacé le laboratoire itinérant 406, de guerre bactériologique et chimique, du Japon au Sud-Vietnam. C'est aussi dans ce but que les américains emploient maintenant des "bombes à billes", des détecteurs ultrasensibles et autres armes modernes tout aussi mor-



telles. Le Figaro du 23 avril 1965 relevait que "le Vietnam est devenu le champ d'expérimentation de toutes les inventions des ingénieurs militaires. Le but est d'essayer sur un objectif vivant des inventions qui pourront être utilisées par la suite sur d'autres théâtres d'opération."

Dans le prochain numéro, nous offrirons aux bonnes consciences quelques extraits d'agences de presse occidentales sur le légimité de l'intervention au Vietnam ainsi que sur les moultes actes de "civisme" du corps expéditionnaire américain.

PAULINE JULIEN À "LA COCCINELLE".

La boîte à chansons "La Coccinelle", 4450 est, Bélanger, présentera samedi le 11 février à 9.00 h. p.m., un récital avec une de nos plus grandes interprètes de la chanson canadienne Pauline Julien.

Nous aurons également comme amateurs "Les Trois Cloches", future révélation dans le domaine chansonnier.

Information: 725-3850 et 721-0043.

SIRENES

Jeunes filles orientales et canadiennes pour participer dans un spectacle sous-marin, relatif au sous-thème de l'Expo:

"L'HOMME ET LA MER"

Représentations commençant le 28 avril au 27 octobre inclus. Travail en relais, excellent salaire. Entrevues et auditions durant le mois de février.

Envoyer résumé et photo au CASIER POSTAL 21, Lachine, Québec

La voiture dans le vent



Pour \$25.00 par mois

Avec versement initial de \$100.00

PAR L'ENTREMISE DE L'A.G.E.U.M. vous pouvez obtenir une VOLKSWAGEN AU PRIX DE \$1,825 (MODELE REGULIER)

ET DE \$2,030 (MODELE DELUXE)

Toute équipée, chaufferette à gaz incluse

L'A.G.E.U.M. versera à tout acheteur un bonus de 4% du montant d'achat.

Pour bénéficier de ces avantages vous devrez vous adresser à l'A.G.E.U.M., Ch. 306

N.B. Le représentant de POPULAR VOLKSWAGEN sera au secrétariat, ch. 306, tous les lundis, de midi à 2 h. p.m. — Entre temps, téléphonez à 274.5471.

UN SERVICE DE L'A.G.E.U.M. EN COLLABORATION AVEC POPULAR VOLKSWAGEN

POPULAR VOLKSWAGEN

DAVID DOCTOR

20% de réduction

ETABLIS DEPUIS PLUS DE 30 ANS

Choix de 1,000 habits

TUXEDOS

TENUE DE GALA

5439, avenue du PARC CR. 7-0886



ASSURANCE AUTOMOBILE

Nous représentons 21 compagnies Taux de flotte pour professeurs, employés et certaines catégories d'étudiants.

L. M. DESILETS Assurances Montréal: 861-5395 Québec: 872-7186

Habit de Gala à Louer

Neuf, tissus léger. Dernière mode Service personnel

Prix étudiants: \$6.95

Parisian Custom Tailors TEL 845-6021 225 SHERBROOKE ST WEST MONTREAL QUE



NORMAN BETHUNE, citoyen du monde

Citation: Words were invented by man to them for their original purpose

Alors que le peuple chinois rend hommage à l'un des rares occidentaux qui se soient dévoués entièrement à lui, Norman Bethune demeure oublié des siens, ici au Canada, au Québec.

Il est étonnant en effet que la Société St-Jean-Baptiste, qui passait en revue, dans son défilé de l'an dernier, la liste des Québécois qui se sont particulièrement illustrés à l'étranger pour le plus grand honneur du Québec, ait oublié le docteur Bethune, qui est assurément le plus célèbre d'entre eux, bien que presque inconnu (1); mais il est vrai que quelques milliers de spectateurs québécois curieux valent bien plus que quelques millions de Chinois reconnaissants, dans ce monde tel qu'il va! Bethune a beaucoup fait pour son pays: c'est grâce à lui que le Québec, le Canada ne sont pas totalement absents du monde géographique des Chinois, c'est grâce à lui que le Canada n'est pas un pays comme les autres aux yeux du peuple chinois, surtout depuis le mois dernier alors qu'un article de Mao Tse-toung, "A la mémoire de Norman Bethune" (2) devenait lecture "obligatoire" pour quelques centaines de millions de Chinois.

Ce silence ingrat autour de Bethune nous le sentons dans nos Bibliothèques, d'où il est absent (3), dans nos journaux, dans nos revues. J'en veux pour preuve le Magazine Maclean, qui publiait dans sa livraison de janvier une liste des Canadiens célèbres. "Pour le magazine Maclean et pour le Maclean's, le point de départ était le même: faire un choix des Canadiens qui depuis 1867 se sont illustrés de façon particulière" (4) Suit la liste: Laurier, Mercier, Bourassa, etc., mais ce n'est pas ici évidemment que je cherchais le nom de Bethune. Mais bien page 37 dans Les Méconnus. A ma grande déception, si j'y vais les noms de Irvin, "inventeur du gant de basebol rembourré", de Breakey, "inventeur du rouleau à peindre (sic)", je n'y trouve pas le nom de Bethune. Omission plus grave encore à la page 38 où est cité le Dr. Gordon Bates qui "a sauvé bien des vies en luttant dans le domaine de la santé publique"; et le docteur Bethune, qui a sauvé des milliers de vies chinoises durant ses deux années passées sur le front, 1938 et 1939, n'est-il pas aussi digne d'être

loges? Reconnaissons l'indigence du journaliste, indigence accentuée par un: "mon album du centenaire ne serait pas complet s'il s'arrêtait là; il y a sûrement des leçons à tirer de la vie de personnages comme Arthur Stringer." Et bien non! malgré cet Arthur Stringer, poète et don Juan, l'album est incomplet, il lui manque au moins le nom de Norman Bethune.

Une exception pourtant est ce film de l'O.N.F., consacré à Bethune et présenté au début de l'année dernière à Radio-Canada. Heureuse exception d'un odieux silence, ce film, imparfait en bien des points, car il escamote les idées politiques et sociales du Docteur sous de vagues formules d'un humanitarisme certainement étranger au communiste Bethune, avait du moins l'immense mérite de parler de lui, de sa vie, et d'en rappeler la mémoire, 27 ans après sa mort, survenue le 12 novembre 1939, dans le Hopel, en Chine.

C'est d'ailleurs là le point délicat: Bethune était communiste, membre du Parti Communiste Canadien, ce qui le fait encore mal voir.

Le quotidien La Presse, qui le 21 décembre dernier nous apprenait que dans le cadre de la Révolution Culturelle en Chine, l'accent avait été mis sur la lecture de l'article de Mao Tse-toung consacré à Bethune, omet lui aussi de parler de cet aspect essentiel de la vie de Bethune. Etourdi s'il se peut, le rédacteur de la nouvelle oubliait de préciser que l'article de Mao est daté du 21 décembre 1939, et qu'il ne s'agit donc pas d'une coïncidence.

Pas du tout doctrinal d'ailleurs cet article de Mao Tse-toung: un simple hommage de reconnaissance à l'étranger (qui) se devota tout entier à la cause de la libération du peuple chinois, sans poursuivre aucun but égoïste", ce qui prouve incidemment que les Chinois savent très bien apprécier leurs amis sincères. "Tous ceux qui revenaient du front parlaient de Bethune avec un profond respect: tous sans exception l'admiraient". Puis le regret: "Je n'ai rencontré qu'une fois le camarade Bethune. Après cela, il m'a écrit beaucoup de lettres. Etant retenu par mes occupations, je n'ai répondu que par une seule lettre, et je ne sais même pas si elle lui est parvenue. Je suis

profondément affligé de sa mort. A présent nous honorons tous sa mémoire et cela témoigne de la profondeur des sentiments que suscite en nous sa force morale. Nous avons tous besoin d'étudier auprès de lui le désintéressement et l'abnégation". Honoré, donné en exemple, Bethune peut, en 1939 comme en 1967, "servir de modèle à chaque communiste", et "chaque membre du Parti communiste doit apprendre du camarade Bethune à être un véritable communiste".

Pourquoi donc tant de respect et de gratitude? Parce que, et cela ni le film de l'O.N.F., ni La Presse ne nous le disent, c'est le docteur Bethune qui a mis sur pied le service médical de la République soviétique de Yenan. Quand il arrive en Chine en 1938, les communistes contrôlent dans le nord-ouest du pays, un territoire peuplé par 9 millions d'âmes, mais très arriéré et entièrement dépourvu de médecins formés à l'occidentale, d'hôpitaux, de médicaments. Coincée entre les Japonais au nord, les musulmans à l'ouest, Tehang Kai-shek au sud, la République de Yenan est une austère région, et désolée, où sévissent la guerre, la faim, la maladie. C'est là que Bethune va lutter contre les épidémies, opérer, avec des moyens de fortune, les soldats blessés, et surtout, former le noyau d'un corps médical. C'est là que le 12 novembre 1939, atteint d'une maladie infectieuse (5), il payera de sa vie son abnégation pour une humanité à laquelle il n'a jamais cessé de se dévouer.

Car ce serait trahir et déformer le sens de la vie du Dr Bethune que de ne parler que de sa période "chinoise". Sa brève carrière (il est mort à l'âge de quarante ans) est extraordinairement remplie, et ne saurait se réduire aux deux dernières années. Volontaire en 1914, Bethune revient au pays en 1924: la tuberculose qui le frappe en 1926, ne l'empêche pas de se dévouer aux indigents à Montréal. Partisan ardent de la médecine socialisée, sa carrière met en pratique ses conceptions du métier de médecin (6).

En 1936 il part pour l'Espagne. Il reviendra à New-York et à Montréal, pour affirmer qu'il faut venir en aide au peuple espagnol: il essaya, malgré les atta-

ques d'une presse hostile et les tracasseries d'un gouvernement non moins hostile, de recruter des médecins, des infirmiers, etc., volontaires pour l'Espagne. Mais déçu du peu d'audience qu'il reçoit, déçu surtout de l'apathie générale devant l'agonie du peuple espagnol, il s'embarqua en janvier 1938, à Vancouver, pour la Chine. C'est là qu'un peu moins de deux ans après il trouvera la mort.

Si pour les Chinois, Norman Bethune, **Pai Chiu En** l'appellent-ils, est l'étranger ami comme ils n'en ont rarement eus, pour nous il est un rare exemple d'un internationalisme et d'un humanisme certainement supérieurs à ceux auxquels prétend l'Expo, par exemple. Et Norman Bethune, mort pour la Chine, mort pour l'homme aussi, fut un des rares Citoyens du Monde. Ne l'oublions pas.

VAYRAC

- (1) Inconnu de nous, cela s'entend. Que l'on songe en effet que la Chine toute entière vénère en lui une des grandes figures de sa Révolution, la Chine, c'est-à-dire le quart de l'humanité. Il n'est pas d'autre Canadien, à notre connaissance, qui jouisse d'une telle popularité.
- (2) Mao Tse-toung, **Oeuvres Complètes**, vol. III, Ed. Sociales, pp. 122-124.
- (3) Nous y trouvons bien la biographie de Bethune, **The Scalpel, the Sword** par Ted Allan et Sydney Gordon, Londres, Boston, Toronto, 1952. Je dis pourtant qu'il est absent de ces Bibliothèques car il n'y a pas de fiche à Norman Bethune, et bien malin celui qui trouverait ce livre dans les fichiers sans en connaître l'existence. Pour un lecteur possesseur du seul nom de Bethune, **The Scalpel, the Sword** est un livre qui n'existe pas. Mieux encore, à l'Université il est noté **MEDECINE WZ 100 B4 A4185**: une vraie fausse piste!
- (4) **Le Magazine Maclean**, janvier 1967, pp. 14 et suiv.
- (5) Il est mort de septicémie, qu'il contracta en opérant des soldats de l'Armée de Libération chinoise.
- (6) Pour connaître les idées de Bethune lire **The Scalpel, The Sword**.



BETHUNE, à la table d'opération dans une salle de chirurgie improvisée, le 24 octobre 1939, moins d'un mois avant sa mort.

NON À L'IMPÉRIALISME PÉDAGOGIQUE AMÉRICAIN!

Source:

Association

pour la

culture

québécoise

La firme américaine Holt, Rinehart & Winston et le ministre de l'Éducation, M. Jean-Jacques Bertrand, viennent de communiquer à la presse deux déclarations dont il faut signaler le synchronisme et l'étonnante communauté de vues. Tous deux jouent sur les mots plutôt que de s'attacher aux faits, et font preuve du même raisonnement et de la même hostilité envers les auteurs de manuels québécois ou français. C'est ce que déclare l'As-

sociation pour la culture québécoise en réponse aux attaques lancées contre elle par l'éditeur américain et le ministre de l'Éducation du Québec.

Le représentant de Holt, Rinehart & Winston se permet de dire: "Quant à la langue utilisée, il n'y a pas que dans les livres traduits qu'elle est maltraitée, si on en juge par la production actuelle." Le ministre de l'Éducation montre la même malveillance envers nos auteurs en "déplorant que plusieurs manuels québécois doivent trop souvent être renvoyés afin d'être révisés au point de vue de la langue". L'Association pour la culture québécoise s'insurge contre cette partialité évidente qui jette la suspicion sur nos auteurs, sans faire preuve des mêmes exigences pour la langue des auteurs américains ou les français de leur traduction.

D'autre part, selon Holt, Rinehart & Winston, "il est plus difficile, bien souvent, d'adapter un manuel français, belge ou suisse qu'un manuel anglais ou américain, qui correspond parfois mieux à nos (sic) programmes." Et dans un style à peine plus élégant, le ministre renchérit: "Les manuels français en provenance de l'Europe sont souvent inutilisables au Québec en raison de la différence qui existe entre la vie en Europe et la vie en Amérique du Nord." Ainsi M. Jean-Jacques Bertrand entérine le point de vue intéressé mais indéfendable d'un commerçant américain de manuels scolaires, en concurrence avec les éditeurs

québécois et français. Au nom du "contexte nord-américain", thème classique des assimilateurs, et de même inspiration que celui du "melting-pot", tous ceux font fi des valeurs nationales, culturelles et linguistiques du Québec ainsi que du monde francophone tout entier.

L'Association pour la culture québécoise rappelle ce principe fondamental: **POUR UN PEUPLE DE LANGUE FRANÇAISE, UNE CONCEPTION FRANÇAISE DE L'ÉDUCATION!** Car accepter l'impérialisme pédagogique américain, qui transparaît dans la déclaration du ministre de l'Éducation, c'est accepter en même temps le suicide culturel des Québécois.

Le mythe de la supériorité pédagogique américaine a été battu en brèche par M. Robert McNamara, secrétaire américain à la Défense: "Quand un tiers de nos jeunes gens échouent aux examens d'un niveau très bas, je mets l'accent sur très bas, requis par le service militaire (américain), vient de déclarer le prestigieux Robert McNamara, je crois que cela signifie que notre système scolaire a échoué dans sa tâche. Il reste à savoir si nous avons la volonté nécessaire. Je ne le crois pas. Nous ne l'avons pas prouvé jusqu'à ce jour et je crains fort que nous ne puissions le démontrer dans l'avenir" (Le Devoir, 12 novembre 1966.)

L'Association pour la Culture québécoise se demande s'il faut rejeter sur le ministre de l'Éducation la responsabilité des er-

reurs contenues dans la déclaration portant sa signature, ou bien si elle est attribuable aux fonctionnaires qui l'auraient mal informé. Car il suffirait à M. Jean-Jacques Bertrand de consulter le répertoire des manuels autorisés par le ministre de l'Éducation ainsi que les listes de manuels approuvés dans me de visiter les écoles **Hbdo-Education** ou même de visiter les écoles pour se rendre compte qu'un grand nombre d'élèves francophones du Québec sont contraints, du fait des directives de son ministère, d'utiliser des manuels de langue anglaise dans un certain nombre de matières au programme.

Croyant encore à la bonne foi de M. Jean-Jacques Bertrand, l'Association pour la culture québécoise demande:

1 — Que par un décret, le ministre de l'Éducation bannisse les manuels de langue anglaise, sauf pour l'enseignement de cette langue, et mette fin au régime de traduction massive, à tous les degrés d'enseignement qui relèvent de sa compétence;

2 — Que le ministère de l'Éducation favorise par des mesures concrètes la création et l'édition de manuels scolaires québécois, et qu'il mette à profit toutes les possibilités de la coopération franco-québécoise dans le domaine de l'édition scolaire;

3 — Que pleine autorité soit donnée à l'Office de la langue française pour faire observer dans l'enseignement les normes du français écrit au Québec.

À NE PAS MANQUER

LES JUSTES

d'Albert Camus

Théâtre Etudiant d'Outre-Mer présente, sous les auspices de l'AGEUM **LES JUSTES** d'Albert Camus à l'auditorium Jésus Marie, angle des rues Belligham et Maplewood les 24 et 25 février 1967

Tel est le titre d'un groupe théâtral récemment fondé au Carrefour international des étudiants. Cette troupe groupe les étudiants français, belges, marocains, latino-américains qui poursuivent actuellement leurs études au Québec. Le but de ces étudiants, animés de bonne foi, c'est de participer à l'ascension culturelle du Québec. Un des membres nous a confirmé qu'ils ont choisi le théâtre comme étant le moyen d'expression le plus pratique pour faire sentir leur présence comme francophone en Amérique du Nord.

Le théâtre étudiant d'outre-mer a un programme bien élaboré. Après des cours de diction, d'interprétation, d'expression corporelle, dispensés par le directeur durant les mois de juin à octobre, les comédiens ont travaillé une pièce, "Les Justes" d'Albert Camus qu'ils présentent les 24 et 25 février à l'auditorium Jésus Marie sous les auspices de l'Association des étudiants de l'Université de Montréal. D'autres pièces seront présentées au public montréalais. Citons "Caligula", "Marie Octobre" et une pièce canadienne-française: "Le Quadrille" de Jacques Duchesne. D'autres informations sur le Théâtre Etudiant d'outre-mer vous seront données par les responsables du Cahier des Arts et des Lettres. En attendant, nous invitons tous les étudiants de l'Université de Montréal à aller voir "Les Justes" de Camus, une pièce d'une portée humaine et qui est de l'actualité. Notons que la pièce se joue maintenant en France avec Françoise Arnoul pour la première fois dans un rôle au théâtre.

CAFÉ-CAMPUS

AVANT-PREMIÈRE

Vendredi le 10 février 1967

GEORGE DOR ET STÉPHANIE

Spectacle 8 h. 30

danse à compter de 11h.

ADMISIGN: \$1.00

SAMEDI, 11 FÉVRIER À 20 h. 30

DISCOTHÈQUE

ADMISSION: LIBRE

LE CAFÉ-CAMPUS, COIN DECELLES ET CHEMIN DE LA REINE MARIE

N.B. ÂGE MINIMUM REQUIS: 20 ANS